

Économie démocratique

Le bien-être social et environnemental de toutes doit se trouver au cœur de l'activité économique, à la place du profit. L'économie de marché néolibérale est basée sur une croissance économique illimitée, une concurrence pure et des cycles de crise. La logique du profit a conduit à une explosion des inégalités et à une destruction massive de l'environnement : elle ne peut pas fonctionner dans un écosystème aux ressources limitées.

Il existe des moyens d'éradiquer la pauvreté et de bâtir une société écologique. Tant que l'économie n'agit pas dans l'intérêt de la collectivité mais a pour but la maximisation de profits privés, ces problèmes ne peuvent cependant pas être résolus durablement. Si nous organisons la société de manière démocratique, les besoins de la population peuvent devenir le facteur déterminant de notre société. Nous luttons pour des réformes et des améliorations du système actuel. L'objectif à long terme doit être de rompre le destructeur cercle vicieux du capitalisme. Nous revendiquons une économie centrée sur l'humain et le dépassement du capitalisme. Certaines industries, biens, services et ressources doivent devenir propriétés publiques – par exemple les banques, le système de santé ou le secteur de l'énergie. C'est qu'ainsi qu'ils pourront s'éloigner de la logique de la croissance et du profit et travailler pour le bien commun. La participation démocratique et aux bénéfices des salariées doit être assurée dans les domaines de l'économie organisés en économie de marché.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une administration publique et démocratique de toutes les ressources limitées, des industries de biens et services qui répondent aux besoins fondamentaux de la population (notamment le sol, l'eau, les banques, les assurances, le secteur de la santé, les transports, l'énergie, les télécommunications, la formation et le logement, ainsi que toutes les ressources naturelles limitées)
- La participation démocratique et aux bénéfices des salariées dans les entreprises privées – par exemple par le biais de coopératives
- La responsabilité des entreprises ayant leur siège en Suisse pour leurs activités à l'étranger
- Une régulation stricte de la publicité
- L'interdiction des brevets sur les organismes et les médicaments
- Que les entreprises pharmaceutiques ne puissent pas verser de dividendes. Les bénéfices tirés des médicaments doivent être entièrement utilisés pour la recherche ou l'achat de savoir-faire

- L'introduction d'un salaire maximum relatif : le plus haut salaire dans une entreprise peut être au maximum douze fois plus élevé que le salaire le plus bas
- Un engagement de la Suisse dans le cadre de la coopération internationale pour étendre la participation démocratique aux aspects économiques. Le dumping salarial, fiscal et environnemental sera ainsi combattu